

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre - CS 60036  
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 11/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Sté Dunkerquoise de Val. de Matériaux**

route du Pont Noir  
59140 Dunkerque

Références : -  
Code AIOT : 0007004245

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement Sté Dunkerquoise de Val. de Matériaux implanté route du Pont Noir 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle a été réalisée de façon inopinée, dans le cadre d'un arrêté préfectoral portant suspension en attente de régularisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sté Dunkerquoise de Val. de Matériaux
- route du Pont Noir 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007004245

- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploite une installation de transit et de stockage de déchets. Le site utilise également régulièrement un broyeur et un concasseur pour valoriser les déchets qui transitent sur le site. L'établissement a fait l'objet d'une déclaration ICPE au titre de la rubrique 2515 "Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes" pour une installation d'une puissance de 72 kW.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de la visite, différents constats ont été réalisés suite aux remarques de l'inspection du 17/10/2023 :

### **1/ Régularisation administrative et conformité ICPE**

Lors de la précédente visite, l'inspection a constaté que l'installation dépasse les seuils de l'enregistrement pour les rubriques ICPE 2515 et 2517, en raison des volumes et de la puissance des équipements (cribleuse de 96 kW et concasseuse de 194 kW). Afin de régulariser la situation administrative, l'exploitant a déposé le 23 décembre 2024 sur la plateforme du Guichet Unique Numérique, le dossier d'enregistrement. Ce dossier est actuellement en cours d'instruction par l'inspection.

### **2/ Gestion des émissions et des nuisances**

Lors de l'inspection en 2023, il avait été constaté des envols de poussières et des plaintes concernant le bruit. L'exploitant affirme n'avoir connaissance d'aucune plainte déposée à son encontre.

Les mesures de prévention des poussières, telles que l'humidification des pistes ou des stocks, doivent être mises en œuvre de manière plus systématique. L'exploitant s'engage à justifier de ces mesures dans le cadre de la régularisation administrative en cours. L'inspection sera attentive aux mesures prises par l'exploitant sur ce sujet.

### **3/ Sécurisation du site**

L'installation n'était pas entièrement clôturée au moment de la visite en 2023, ce qui expose le site à des intrusions et des risques d'accidents. SDVM a installé des barrières temporaires de type HERAS pour sécuriser immédiatement le site, en attendant la pose d'une clôture définitive. La date de la pose de clôture n'a pas été communiquée à l'inspection. Ce point sera également traité dans le cadre de l'instruction du dossier d'enregistrement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation administrative	Autre du 30/08/2024, article 1	Levée de suspension
2	Evacuation des déchets non dangereux	Autre du 30/08/2024, article 2	Levée de suspension

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas vocation à exercer une activité de stockage de déchets. À ce titre, aucun dossier d'enregistrement ne sera déposé au titre des rubriques 2760 et 3540. Il a donc procédé à l'évacuation des déchets présents depuis plus de 3 ans sur le site. L'arrêté préfectoral portant suspension en attente de régularisation peut donc être abrogé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/08/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation des installations de stockages de déchets, exploitée par la société SDVM route du Pont Noir à Dunkerque 59140, visée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative en date du 30/08/2024 est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>La société SDVM prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment le gardiennage et la sécurité de l'installation.</p> <p>Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il convient de rappeler que lors de la précédente visite, l'inspection des installations classées avait constaté que certains déchets étaient présents sur le site depuis plus de 3 ans. Il ressort que, pour ces déchets, l'activité correspondait donc à du stockage de déchets.</p> <p>La société SDVM a répondu par courrier en date du 07 février 2024 que le site SDVM n'a pas vocation à devenir un centre de stockage de déchets, mais qu'il s'agit uniquement d'une plateforme de transit et de valorisation des matériaux inertes. À ce titre, elle indique ne pas réaliser de dossier d'enregistrement pour les rubriques 2760 et 3540 et s'engage à procéder à l'évacuation de l'ensemble des matériaux inertes stockés sur le site depuis plus de 1 ou 3 ans. Par ailleurs, la société explique également que le prolongement du stockage de certains matériaux est dû à des difficultés pour trouver des exutoires adaptés.</p> <p>Lors de cette visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne réalise pas d'activité de stockage de déchets. Les déchets présents depuis plus de 3 ans ont bien été évacués ou</p>

revalorisés (voir point de contrôle n°2).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension

**N° 2 : Evacuation des déchets non dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/08/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai maximal de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté, l'ensemble des déchets présents depuis plus de trois ans sur le site exploité par la société SDVM, devront être évacués vers des installations dûment autorisées et agréées pour les recevoir.</p> <p>Dans le même délai, l'ensemble des déchets présents sur le site exploité par la société SDVM depuis plus d'un an et qui ne sont pas destinés à être valorisés doivent également être évacués vers des installations dûment autorisées et agréées pour les recevoir.</p> <p>L'ensemble des justificatifs d'élimination (certificats d'acceptation préalable, bordereaux de suivi de déchets, bons de pesée ...) seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que certains tas de déchets étaient présents sur le site depuis plus de 3 ans, notamment les laitances de béton, des matériaux issus de la société VALNOR, ainsi que des fines (produits C16) provenant de l'industrie sidérurgique.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que des actions avaient été entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les laitances de béton ont été évacuées entre le 10 septembre 2024 et le 30 septembre 2024 pour une quantité totale d'environ 13 500 tonnes ; Il n'y a plus du tout de laitance de béton sur le site.</li> <li>- Le volume de produit VALNOR (déblais issus de la Communauté Urbaine de Dunkerque) a été concassé et réintroduit complètement dans les produits élaborés pour revente : sur deux ans, il a été traité environ 8 000 tonnes.</li> <li>- Le volume des déblais fins (produit C16) qui a été criblé (de novembre à décembre 2024) pour réintroduction dans les produits élaborés pour la vente est de 13 840 tonnes.</li> </ul> <p>Les bordereaux de suivi des déchets ont bien été transmis à l'inspection.</p> <p>Cependant, lors de cette visite, la présence de tas présentant une végétalisation a soulevé des interrogations sur la durée de leur stockage, potentiellement supérieure à 3 ans.</p> <p>L'exploitant a répondu, par courriel du 22 octobre 2024, que ces matériaux sont présents sur le site depuis moins de 3 ans et sont élaborés en vue de leur commercialisation.</p> <p>Pour justifier cette affirmation, il a apporté des précisions sur ces matériaux. Tout d'abord, la photo n°1 correspond à un stock de Grave Non Traité (GNT) 0/315 R, produit par scalpage en avril 2023. Pour justifier cette production, l'exploitant a fourni une facture de location du scalpeur</p>

utilisée pour cette opération (du 03/04/2023 au 19/04/2023, document 04 2023) ainsi que la fiche technique du produit élaboré (document SDVM C3103017 0/31.5 RC).

Ensuite, un stock de déblais fins C16, mis en dépôt entre juin 2024 et septembre 2024, a été criblé pour la production de sable recyclé correspondant aux photos n°2 et n°3. L'exploitant a fourni plusieurs documents justificatifs pour attester de la présence et de l'utilisation de ces déblais : un bon de livraison indiquant leur arrivée entre juin et septembre 2024 (document : *Tickets déblais fins C16 2024*), une facture de location du scalpeur R105 utilisé pour l'élaboration du sable recyclé (du 13/05/2024 au 06/06/2024, documents : 05 2024 et 06 2024), ainsi qu'une fiche technique du produit final (document : SDVM C4159019 0/6.3 RC).

Au vu des éléments fournis, l'inspection propose de lever l'arrêté de suspension.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension